

L'APÔTRE

PUBLICATION MENSUELLE

DE

L'ACTION SOCIALE CATHOLIQUE

Rédaction et Administration: 103, rue Ste-Anne, Québec.

VOLUME XII

QUÉBEC FÉVRIER, 1931

N° 6

Folle menace

LA mévente du blé a soulevé dans l'Ouest canadien une double crise: une crise économique et une crise de loyauté.

Nous savons tous en quoi consiste le malaise économique. Les agriculteurs de l'Ouest n'ont pas été capables de vendre leur blé, et, maintenant, ils l'écoulent à un prix dérisoire, bien en bas du coût de revient. Il en résulte une gêne très sérieuse qui a une grande répercussion dans l'Est même du Canada. Il se traduit chez nous en chômage surtout.

Cette crise économique a mis à l'épreuve la loyauté des nouveaux venus. Ces gens ont couru vers le Canada, attirés par une réclame tapageuse et insolite, pour venir vivre facilement et faire rapidement fortune. Pour un grand nombre d'entre eux, notre pays n'est qu'un lieu de pèlerinage d'où on revient avec des sacs de reliques d'or.

Seulement, la vie est la vie, au Canada comme ailleurs, dans l'Ouest comme dans l'Est: une chose que l'on gagne à la sueur de son front. Elle compte des beaux et des mauvais jours.

Un bon nombre de ceux qui sont venus ici pour faire fortune rapidement, *get rich quick*, comme on disait pendant la guerre, ne peuvent comprendre que la situation soit telle. Des revers ils n'en veulent point subir; c'est de l'argent et du bien-être qu'il leur faut. Ils ne connaissent rien de notre histoire et des sacrifices des anciens. Ils croient que le Canada s'est fait tout seul et qu'il est comme la fontaine que l'on découvre le long de la route; elle donne et nous n'avons qu'à puiser.

Aussi sont-ils profondément désappointés de ce qui arrive; la crise mondiale ne leur plaît pas. Si on ne leur donne pas le bonheur rêvé, ils veulent partir avec un morceau de notre Canada. Cela

ressemble plus à du chantage qu'à du raisonnement.

Le centre des mécontents paraît être la municipalité de Wilkie, Saskatchewan. Là vivent des agitateurs qui, après avoir organisé une affaire se lancent sur une autre. Parmi les principaux, un seul est né au Canada. Les autres nous viennent ou d'Angleterre ou des États-Unis.

Ils ont posé des conditions au Gouvernement fédéral et si on n'y convient, ils sont disposés, disent-ils, à se séparer du Canada et à organiser un Dominion coopératif.

*

* *

Ils ne demandent pas beaucoup comme nous l'allons voir:

1° Que l'on fixe le prix du blé. Comme s'il était possible de fixer le prix du blé. Nous pouvons bien, par des mesures extraordinaires et extravagantes, fixer ce prix pour les habitants du Canada; mais que pouvons-nous en face du marché international? Croit-on à Wilkie que le Canada peut forcer l'Angleterre à payer notre blé deux fois plus cher que celui de l'Argentine?

En France on a voulu fixer le blé et le Gouvernement a été immédiatement renversé, parce qu'il était idiot de fixer à deux piastres le minot le blé que l'on pouvait se procurer à soixante sous.

2° L'abolition de la bourse des blés et l'établissement d'une coopérative comptant tous les producteurs de blé

On a peut-être raison de demander l'abolition de la bourse des blés; mais comment peut-on exiger du Gouvernement qu'il oblige tous les producteurs de blé à faire partie de la coopérative? Cela ressemblerait passablement au régime soviétique et notre pays n'est pas encore rendu si loin qu'il